

Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

**Convention collective de travail du 19 avril 2016 concernant l'institution d'un « Fonds de sécurité d'existence » pour les intérimaires et la fixation de ses statuts**

**CHAPITRE Ier. - Institution, dénomination, siège social, objet, durée**

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente convention règle le fonctionnement du "Fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires" (dénommé ci-après "fonds social").

**Article 2**

Le siège du fonds social est établi à 1000 Bruxelles, avenue du Port 86C, boîte 302.

**Article 3**

Le fonds social a pour objet :

1° de percevoir les contributions, qui se composent de trois parties :

- a) la garantie ;
- b) la cotisation globale ;
- c) la cotisation pour la formation et les groupes à risque ;

2° lorsque l'entreprise de travail intérimaire ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires à l'égard des travailleurs intérimaires, de payer aux travailleurs :

- a) les rémunérations dues en vertu des conventions individuelles ou collectives de travail ;
- b) les indemnités et avantages dus en vertu de la loi ou de conventions collectives de travail;

3° d'octroyer tout avantage social aux travailleurs ou d'accorder des services aux travailleurs et employeurs, qui font l'objet de conventions collectives séparées ;

4° d'octroyer aux travailleurs intérimaires des avantages de même nature que ceux prévus aux articles 33, 35 et 41 de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises (Moniteur belge du 9 août 2002) ;

5° de promouvoir auprès des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs ainsi qu'auprès de leur personnel permanent et intérimaire, un esprit de sécurité sur les lieux de travail en vue de sauvegarder la santé et l'intégrité physique des travailleurs et d'améliorer leurs conditions de travail ;

6° d'octroyer aux travailleurs intérimaires une prime de fin d'année dans les conditions et modalités déterminées par la convention collective de travail concernant la prime de fin d'année des travailleurs intérimaires ;

7° de promouvoir des initiatives pour l'emploi en faveur des groupes à risque ;

8° de promouvoir des initiatives en matière de formation.

**Article 4**

Le fonds social est institué pour une durée indéterminée.

**CHAPITRE II. - Champ d'application**

**Article 5**

Les présents statuts, de même que les modalités d'exécution fixées, s'appliquent :

1° aux entreprises de travail intérimaire, visées par l'article 7, 1° de la loi du 24 juillet 1987 concernant le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs (Moniteur belge du 20 août 1987).

En ce qui concerne les entreprises de travail intérimaire autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction, les articles 16, 17 et 28 ne sont pas d'application; par contre, l'article 18 est d'application pour ces entreprises.

En ce qui concerne les entreprises de travail intérimaire non autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction, l'article 18 n'est pas d'application.

En ce qui concerne les entreprises de travail intérimaire qui font appel à l'article 15 § 6, les dispositions de l'article 3, 2° et 4° ne sont pas d'application.

En ce qui concerne les entreprises de travail intérimaire qui font appel à l'article 14 § 2, les dispositions de l'article 3, 7° et 8° ne sont pas d'application.

2° aux travailleurs intérimaires, visés par l'article 7, 3° de la loi susmentionnée du 24 juillet 1987, qui sont occupés par ces entreprises de travail intérimaire.

En ce qui concerne les intérimaires occupés via des entreprises de travail intérimaire autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction, les articles 16, 17 et 28 ne sont pas d'application; par contre, l'article 18 est d'application à ces intérimaires.

En ce qui concerne les intérimaires non occupés via des entreprises de travail intérimaire autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction, l'article 18 n'est pas d'application.

En ce qui concerne les intérimaires mentionnés à l'article 14 § 2 et qui sont occupés via une entreprise de travail intérimaire qui fait appel à l'article 15 § 6, les dispositions de l'article 3, 2° et 4° ne sont pas d'application.

En ce qui concerne les intérimaires mentionnés à l'article 14 § 2, les dispositions de l'article 3, 7° et 8° ne sont pas d'application.

### **CHAPITRE III. - Administration**

#### **Article 6**

Le fonds social est géré par un conseil d'administration, composé paritairement, d'une part, de représentants des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs et, d'autre part, de représentants des travailleurs.

Ce conseil comporte quatorze membres, à savoir sept délégués présentés par les organisations des entreprises de travail intérimaire et les utilisateurs, et sept délégués présentés par les organisations de travailleurs.

La Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité désigne et révoque les membres du conseil d'administration ; elle peut modifier le nombre d'administrateurs fixé au deuxième alinéa.

Les membres du conseil d'administration sont nommés pour un terme de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

En cas de décès, de démission ou de révocation d'un administrateur, la commission paritaire pourvoit à son remplacement. Le nouveau membre désigné achève le mandat de son prédécesseur.

### **Article 7**

Chaque année, le conseil d'administration désigne en son sein un président et un vice-président. Ces fonctions sont exercées alternativement par un délégué des entreprises de travail intérimaire ou des utilisateurs, et un délégué des travailleurs.

Le conseil d'administration désigne également les personnes chargées du secrétariat.

### **Article 8**

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil au moins une fois par an et chaque fois qu'au moins un tiers du conseil en fait la demande.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. En cas d'absence du président, la séance du conseil d'administration est présidée par le vice-président et à défaut de ce dernier, par le doyen d'âge.

Le conseil d'administration ne peut décider valablement que sur les questions figurant à l'ordre du jour et en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des travailleurs et d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs.

Les décisions sont prises à la majorité des votants dans chaque délégation.

Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par celui qui a présidé la réunion.

Les extraits des procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs dont l'un mandaté par la délégation des travailleurs et l'autre par la délégation des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs.

### **Article 9**

Le conseil d'administration a pour mission la gestion du fonds social dans son sens le plus étendu, y compris toutes mesures nécessaires à son bon fonctionnement et à la réalisation de son objet. Afin d'atteindre les objectifs tels que fixés à l'article 3 de la présente convention collective de travail, le conseil d'administration peut décider que des frais d'enquête, de formation, de publicité et autres seront supportés par le fonds social.

Le conseil d'administration détermine dans son budget annuel les frais d'administration à imputer sur les recettes du fonds social.

Il peut établir un règlement d'ordre intérieur.

Le conseil d'administration est valablement représenté dans toutes ses actions et à toutes fins, y compris toutes actions judiciaires, tant en demandeur qu'en défendeur, par le président ou par l'administrateur qu'il délègue pour assurer cette représentation.

Les membres du conseil d'administration ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat; ils ne contractent aucune obligation personnelle du fait de leur participation à la gestion du fonds social, ni à l'égard des engagements pris par le fonds social.

### **Article 10**

Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique reçoivent à l'avance du fonds social un document qu'elles sont tenues d'utiliser pour la déclaration trimestrielle. Elles doivent y mentionner les prestations des intérimaires qu'elles mettent à disposition sur le territoire belge et pour lesquels il n'existe pas d'obligation de cotiser à l'ONSS (par exemple, les travailleurs détachés vers notre pays et qui relèvent de l'article 3 de la Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services). Il est de la responsabilité de l'entreprise de travail intérimaire agréée d'entreprendre les actions nécessaires pour que la déclaration trimestrielle soit rentrée dans les délais fixés.

### **Commentaire**

*L'obligation relative à cette déclaration trimestrielle se justifie par la nécessité pour le fonds social d'exercer une surveillance et un contrôle sur le fonctionnement des entreprises de travail intérimaire. Ces déclarations trimestrielles sont nécessaires pour que le fonds social puisse disposer des informations dont il a besoin pour mener à bien ses missions. Pour les travailleurs assujettis à l'ONSS, le fonds social effectue ces contrôles sur la base de la déclaration Dmfa.*

### **Article 11**

Le conseil d'administration peut confier certaines missions à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

### **Article 12**

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière au bureau, composé paritairement de membres de ce conseil représentant d'une part les entreprises de travail intérimaire et les utilisateurs et d'autre part les travailleurs, à concurrence de trois membres au moins pour chacune des deux catégories.

Le bureau ne délibère valablement que si tous les membres sont présents ou représentés par procuration régulière donnée à un autre membre de ce bureau. Les décisions du bureau sont prises à l'unanimité des voix.

## **CHAPITRE IV. Financement**

### **Article 13**

Le fonds social dispose des cotisations versées par les entreprises de travail intérimaire visées à l'article 5, 1°, ainsi que des intérêts des fonds investis.

### **Article 14**

**§ 1<sup>er</sup>.** Les cotisations prévues aux articles 16, 17 et 18 sont recouvrées et perçues par le fonds social suivant les modalités déterminées par le conseil d'administration, conformément à l'article 6 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

**§ 2.** En ce qui concerne les travailleurs intérimaires pour lesquels il n'existe pas d'obligation de cotiser à l'ONSS (par exemple, les travailleurs détachés vers notre pays et qui relèvent de l'article 3 de la Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services ou en exécution d'un accord bilatéral entre la Belgique et un pays tiers, ou bien les étudiants assujettis à une cotisation de solidarité), les cotisations prévues à l'article 16 et à l'article 18 seront perçues directement par le fonds social, suivant les modalités déterminées par le conseil d'administration.

### **Section 1. Cotisations**

#### **Article 15. Garantie**

Chaque entreprise qui demande et obtient un agrément dans une des régions du pays est tenue, pour chaque entité juridique, de verser directement au fonds social une somme de 75.000 EUR, et ce en deux fois :

- une somme de 25.000 EUR doit être versée à la même date que celle du dépôt de la demande d'agrément ;
- une somme de 50.000 EUR doit être versée dans les trente jours suivant la date de l'agrément.

Les sociétés non agréées comme entreprises de travail intérimaire, mais dont l'activité ressortit dans les faits au chapitre II de la loi du 24 juillet 1987, devront verser la somme de 75.000 EUR en une seule fois, dès la première demande émanant du fonds social. En cas de refus, ce dernier pourra agir en justice pour obtenir paiement.

**§ 2.** De la somme de 75.000 EUR, un montant forfaitaire de 5.000 EUR est définitivement acquis au fonds social. Il s'agit d'un montant unique destiné à couvrir les frais d'ouverture, de traitement et de gestion du dossier. Le solde, soit 70.000 EUR, pourra être remboursé par le fonds social sur demande de l'entreprise de travail intérimaire dès que cette dernière aura apporté la preuve (document traduit en français ou en néerlandais ou en anglais par un traducteur juré) qu'elle a payé à l'Office national de sécurité sociale ou à l'organisme de sécurité sociale étranger concerné des cotisations de sécurité sociale pour un montant total d'au moins 250.000 EUR, et ce dans le respect des conditions telles que prévues ci-après.

**§ 3.** Si l'entreprise n'a pas obtenu son agrément en qualité d'entreprise de travail intérimaire ou si l'entreprise renonce à poursuivre la procédure nécessaire à l'obtention de cet agrément, elle pourra introduire auprès du fonds social une demande en remboursement de la somme payée.

Ce remboursement ne pourra être opéré que pour autant que la demande introduite à cet effet soit accompagnée :

- a) d'un document émanant de l'administration régionale compétente et attestant du non-agrément en qualité d'entreprise de travail intérimaire ;
- b) d'une déclaration sur l'honneur faisant état de la renonciation de l'entreprise à poursuivre la procédure nécessaire à l'obtention de l'agrément ;
- c) de la preuve que l'entreprise de travail intérimaire n'a pas de dettes auprès de l'ONSS et/ou de l'/des organisme(s) de sécurité sociale étranger(s) concerné(s) (document traduit en français ou en néerlandais ou en anglais par un traducteur juré).

**§ 4.** Une entreprise qui a été agréée en qualité d'entreprise de travail intérimaire mais qui n'a jamais mis d'intérimaires à disposition, peut obtenir le remboursement de la somme de 70.000 EUR pour autant qu'elle fournisse au fonds social les documents suivants :

- a) la preuve de la radiation de l'agrément en qualité d'entreprise de travail intérimaire délivré par l'/les autorité(s) régionale(s) compétente(s) ;
- b) une déclaration sur l'honneur émanant de l'entreprise de travail intérimaire faisant état du fait qu'elle n'a jamais mis des intérimaires à disposition ;
- c) la preuve que l'entreprise de travail intérimaire n'a pas de dettes auprès de l'ONSS et/ou de l'/des organisme(s) de sécurité sociale étranger(s) concerné(s) (document traduit en français ou en néerlandais ou en anglais par un traducteur juré).

Compte tenu des délais de prescription tels que prévus à l'article 15 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le remboursement par le fonds social ne pourra avoir lieu qu'un an au plus tôt après la/les radiation(s) mentionnée(s) au point a).

**§ 5.** A la demande d'une entreprise de travail intérimaire qui met fin à son activité d'intérim et qui ne remplit pas les conditions fixées aux deux paragraphes précédents, le fonds social rembourse les 70.000 EUR pour autant que l'entreprise de travail intérimaire fournisse au fonds social les documents suivants :

- a) la preuve de la radiation de l'agrément en qualité d'entreprise de travail intérimaire délivrée par l'/les autorité(s) régionale(s) compétente(s) ;
- b) la preuve que l'entreprise de travail intérimaire n'a pas de dettes auprès de l'ONSS et/ou de l'/des organisme(s) de sécurité sociale étranger(s) concerné(s) (document traduit en français ou en néerlandais ou en anglais par un traducteur juré).

Le fonds social effectue le remboursement après déduction des interventions financières qui ont été ou doivent être effectuées pour les anciens travailleurs intérimaires de l'entreprise de travail intérimaire. Compte tenu des délais de prescription tels que prévus à l'article 15 du code pénal social, cette procédure de remboursement ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de cinq ans au moins après la cessation des activités de l'entreprise.

**§ 6.** Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence en faisant valoir l'existence d'un régime de garantie des salaires similaire dans leur pays d'origine. Elles doivent apporter la preuve de cette équivalence de manière détaillée. Elles devront ainsi démontrer au moyen de documents originaux, traduits en français ou en néerlandais ou en anglais par un traducteur juré, que :

- la garantie est expressément prévue pour intervenir en cas de cessation du paiement des salaires et des cotisations pour les travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique et garantit entièrement dans un tel cas le paiement des salaires et des cotisations des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique ;
- cette intervention est garantie par voie de règlement ;
- le montant de la garantie équivaut au moins à 75.000 EUR ;
- l'entreprise de travail intérimaire n'a pas de dettes auprès de l'ONSS et/ou de l'/des organisme(s) de sécurité sociale étranger(s) concerné(s).

L'entreprise de travail intérimaire qui invoque cette équivalence transmet chaque année au fonds social, de sa propre initiative, une nouvelle attestation faisant état de ces différents éléments.

*En cas d'équivalence acceptée pour une entreprise de travail intérimaire n'ayant pas de siège en Belgique, aucune intervention du fonds social à l'égard des travailleurs intérimaires de cette entreprise de travail intérimaire n'est possible vu l'absence de garantie effectivement versée au fonds social.*

#### **Commentaire concernant l'article 15**

*La garantie visée à l'article 15 garantit le paiement des salaires des intérimaires en cas de difficultés de paiement dans le chef de l'entreprise de travail intérimaire vis-à-vis de ses intérimaires ou vis-à-vis du fonds social. Cette garantie est nécessaire compte tenu du fait que les intérimaires sont exclus du champ d'application de la loi relative aux fermetures d'entreprises du 26 juin 2002.*

#### **Article 16. Cotisation globale**

Une cotisation globale pour le financement de la prime de fin d'année et des avantages sociaux, accordés en vertu des conventions collectives de travail, est perçue, et cette cotisation s'élève à 9,21 p.c. des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique.

A partir du 1<sup>er</sup> avril 2016, cette cotisation s'élève à 9,12 p.c. des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique.

Procédure de perception :

Pour les travailleurs intérimaires ouvriers, les cotisations sont calculées sur la rémunération brute à 108 p.c..

Les cotisations sont recouvrées et perçues par le fonds social comme prévu à l'article 14.

Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence, selon les dispositions de l'article 23 § 2 de la présente convention.

#### **Article 17. Formation et groupes à risque**

**§ 1<sup>er</sup>.** Pour la réalisation de l'article 3, 7°, la cotisation due au fonds social par les employeurs visés à l'article 5, 1° est fixée, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et jusqu'au 31 mars 2016, à 0,10 p.c. des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique. A compter du 1<sup>er</sup>

avril 2016 jusqu'au 30 juin 2016, cette cotisation est fixée à 0,30 p.c.. A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016 jusqu'au 30 juin 2017, cette cotisation est fixée à 0,10 p.c..

Par la conclusion de la convention collective de travail relative à la mise au travail de groupes à risque, les parties signataires souhaitent s'inscrire dans le cadre des engagements pris en exécution du titre XIII, chapitre VIII, section 1<sup>ère</sup> de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses, du titre II, chapitre III de la loi du 1<sup>er</sup> février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel et de la loi du 12 avril 2011 modifiant la loi du 1<sup>er</sup> février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel.

**§ 2.** Pour la réalisation de l'article 3, 8<sup>o</sup>, la cotisation due au fonds social par les employeurs visés à l'article 5, 1<sup>o</sup> est fixée, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et jusqu'au 31 mars 2016, à 0,40 p.c. des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique. A compter du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 30 juin 2016, cette cotisation est fixée à 1,20 p.c.. A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016, cette cotisation est fixée à 0,40 p.c.. Cette cotisation, ainsi perçue, peut être transférée à un fonds sectoriel de formation propre au secteur intérimaire.

Procédure de perception :

Pour les travailleurs intérimaires ouvriers, les cotisations sont calculées sur la rémunération brute à 108 p.c..

Les cotisations sont recouvrées et perçues directement par le fonds social comme prévu à l'article 14. Cette cotisation n'est pas due pour les travailleurs intérimaire pour lesquels il n'y a pas d'obligation de cotiser à l'ONSS (par exemple, les travailleurs détachés vers notre pays et qui relèvent de l'article 3 de la Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services ou en exécution d'un accord bilatéral entre la Belgique et un pays tiers, ou bien les étudiants assujettis à une cotisation de solidarité).

#### **Article 18**

Les entreprises de travail intérimaire autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction (C.P. 124) doivent s'acquitter d'une cotisation de 0,35 p.c. sur les rémunérations brutes des travailleurs mis à disposition en Belgique dans des entreprises relevant de la C.P. 124.

Outre la garantie prévue à l'article 15, cette cotisation est destinée au financement de la prime de fin d'année telle que prévue par les conventions collectives de travail concernant la prime de fin d'année des travailleurs intérimaires, et au financement des avantages sociaux tels que prévus par la convention collective de travail relative aux avantages sociaux destinés aux travailleurs intérimaires.

Procédure de perception :

La cotisation est recouvrée et perçue directement par le fonds social, comme prévu à l'article 14. Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence, selon les dispositions de l'article 23 § 2 de la présente convention.

#### **Article 19**

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par une convention collective de travail conclue à la Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité et rendue obligatoire par arrêté royal.

## **Section 2. Paiement et sanctions**

### **Article 20**

Le montant des cotisations est dû au fonds social aux 4 dates suivantes de chaque année : 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

### **Article 21**

§ 1<sup>er</sup>. Les cotisations dues pour le trimestre venu à expiration doivent être payées au plus tard le dernier jour du mois qui suit ce trimestre.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, les cotisations dues sur des arriérés de rémunération doivent être payées au plus tard dans le mois qui suit celui au cours duquel le droit du travailleur à ces arriérés à été reconnu par l'employeur ou par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

### **Article 22**

Les cotisations non payées dans les délais fixés par l'article 21 donnent lieu à une majoration des cotisations dues de 10 p.c. et d'un intérêt de retard de 7 p.c. l'an à partir de l'expiration desdits délais jusqu'au jour de leur paiement.

## **Section 3. Prestataires de services étrangers**

### **Article 23**

§ 1<sup>er</sup>. L'entreprise de travail intérimaire déclare le détachement vers notre pays de travailleurs intérimaires relevant de l'article 3 de la Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services, et ce au plus tard avant le début du détachement. L'entreprise de travail intérimaire communique par écrit au fonds social le nombre et l'identité des travailleurs détachés, ainsi que la durée du détachement. Elle joindra par ailleurs à cette communication copie du formulaire de détachement A1 qui est d'application pour les travailleurs salariés qui se déplacent au sein de l'Union.

§ 2. Les prestataires étrangers qui n'ont pas de siège en Belgique et qui invoquent le principe de l'équivalence par rapport aux montants prévus à l'article 16 et/ou à l'article 18 de la présente convention, doivent démontrer que les intérimaires concernés bénéficient d'une rémunération constituée de composantes salariales identiques ou fondamentalement comparables en vertu des obligations auxquelles l'entreprise de travail intérimaire est assujettie dans l'Etat membre où elle est établie. L'entreprise de travail intérimaire fournit à cet effet au fonds social, soit au moyen du formulaire mis à disposition par le fonds social, soit par le biais de documents équivalents prévus par la législation de l'Etat membre d'établissement (documents traduits en français ou en néerlandais ou en anglais par un traducteur juré), les données suivantes pour chaque intérimaire concerné : le salaire payé, le nombre d'heures prestées, le montant et la nature de l'avantage pour lequel l'entreprise de travail intérimaire invoque l'équivalence, le montant du pécule de vacances payé ainsi qu'à chaque fois la preuve du paiement. Ces données doivent être transmises au fonds social au plus tard à la fin du mois qui suit le trimestre au cours duquel les prestations ont été effectuées.

§ 3. Les entreprises de travail intérimaire qui ne se conforment aux dispositions du § 1 et/ou du § 2 du présent article devront s'acquitter pour les travailleurs concernés de l'intégralité des cotisations prévues à l'article 16 et à l'article 18. Les articles 21 et 22 s'appliquent intégralement à ces cotisations.

§ 4. En cas d'équivalence invoquée par une entreprise de travail intérimaire n'ayant pas de siège en Belgique, aucune intervention du fonds social à l'égard des travailleurs intérimaires de cette



entreprise de travail intérimaire n'est possible vu l'absence de garantie effectivement versée au fonds social.

#### **Commentaire relatif à l'article 23**

Compte tenu de la protection sociale des travailleurs d'une part, et de la liberté de prestation de services d'autre part, la Cour de Justice accepte que les prestataires de services étrangers, qui, en vertu de la législation du pays d'établissement, sont soumis à une obligation offrant aux travailleurs intérimaires concernés une protection identique ou équivalente, soient dispensés de cotiser pour des primes ayant un objet identique ou comparable (CdJ 23 novembre 1999, n° C-369/96 Arblade). Le pécule de vacances fait partie intégrante de la rémunération que perçoit le travailleur mis à disposition. Celui-ci a droit à la fois au pécule de vacances et à la prime de fin d'année, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées (CdJ 12 février 2015, n° C-396/13, Sähköalojen ammattiliitto ry / Elektrobudowa Spółka Akcyjna).

A côté de l'obligation mentionnée au §1 de l'article 23 et de la Limosa, l'obligation telle que prévue à l'article 10 doit également être communiquée au fonds social.

### **CHAPITRE V. Budget et comptes**

#### **Article 24**

L'exercice prend cours le 1<sup>er</sup> juillet et s'achève le 30 juin. Par dérogation à cette disposition, le premier exercice à compter de l'entrée en vigueur de la présente CCT prend cours le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et s'achèvera le 30 juin 2017.

#### **Article 25**

Chaque année, au cours du mois de mars au plus tard, le budget de l'exercice suivant est soumis à l'approbation de la Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

#### **Article 26**

Les comptes de l'année écoulée sont clôturés au 30 juin.

Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou l'expert comptable désigné par la Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité en vertu de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, présentent annuellement un rapport écrit sur l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée.

Les comptes de l'exercice écoulé, ainsi que les rapports écrits indiqués à l'alinéa précédent, doivent être soumis à l'approbation de la Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité au plus tard au cours du mois de mars.

### **CHAPITRE VI. - Allocations et indemnités, bénéficiaires**

#### **Article 27**

Les modalités d'octroi des interventions accordées par le fonds social sont fixées par le conseil d'administration du fonds social.

Le conseil d'administration détermine, en particulier, les dates et les modalités de paiement des interventions accordées par le fonds social.

## **Article 28**

Pour l'application de l'article 3, 7°, le conseil d'administration peut notamment, dans les limites des moyens financiers résultant de l'application de l'article 17 § 2 :

- 1° organiser des cours et/ou des formations professionnelles ;
- 2° intervenir au niveau des programmes de formation et des frais de matériel didactique ;
- 3° prendre en charge les rémunérations et charges sociales des travailleurs intérimaires pour la durée des programmes de formation ;
- 4° intervenir dans les rémunérations et charges sociales en vue de la mise au travail des travailleurs intérimaires appartenant aux groupes à risque visés à l'article 3, 8°.

Le conseil d'administration détermine :

- 1° les modalités d'octroi des interventions et les pièces justificatives à joindre aux demandes d'intervention ;
- 2° le délai d'introduction des demandes et le délai dans lequel le conseil statue sur les demandes introduites ;
- 3° le remboursement d'interventions éventuellement octroyées indûment lorsque les modalités d'octroi ne sont pas ou plus respectées.

### **Commentaire relatif à l'article 28**

*Le remboursement d'interventions éventuellement octroyées indûment, prévu au dernier alinéa de l'article 28, devrait se faire par exemple lorsque le travailleur intérimaire met fin prématurément à sa formation.*

## **CHAPITRE VII. - Dissolution, liquidation**

### **Article 29**

En cas de dissolution du fonds social, la Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité désigne, sur proposition du conseil d'administration du fonds social, les liquidateurs, définit leur pouvoir, fixe leur rémunération et détermine l'affectation des avoirs.

## **CHAPITRE VIII. Dispositions finales**

### **Article 30**

La présente convention collective de travail remplace et abroge, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, la convention collective de travail du 5 décembre 2013, conclue au sein de la Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, concernant l'institution d'un "Fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires" et la fixation de ses statuts (119444/CO/322).

### **Article 31**

§ 1. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

§ 2. Par dérogation à cette disposition, l'article 15 de la présente convention entre en vigueur au 1<sup>er</sup> mai 2016 pour les entreprises de travail intérimaire qui effectuent un premier versement après le 30 avril 2016. Par dérogation à l'article 30 de la présente convention, l'article 14 a) de la convention collective de travail du 5 décembre 2013 concernant l'institution d'un "Fonds de sécurité d'existence

pour les intérimaires" et la fixation de ses statuts (119444/CO/322) reste d'application pour les entreprises de travail intérimaire qui ont versé au fonds social, au plus tard le 31 mars 2016, la somme de 24.789,35 EUR, telle que prévue à l'article 14 a) de la convention collective de travail du 5 décembre 2013.

**§ 3.** La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être révisée ou dénoncée à la demande de la partie la plus diligente, moyennant un préavis de trois mois, par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of -  
diensten leveren

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 19 april 2016 tot oprichting van een "Fonds voor  
bestaanszekerheid" en vaststelling van de statuten ervan**

**HOOFDSTUK I. - Oprichting, benaming, maatschappelijke zetel, doel, duur**

**Artikel 1.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst regelt de werking van het "Fonds voor bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten." (hierna "sociaal fonds" genoemd).

**Art. 2.** De zetel van het sociaal fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Havenlaan 86C, bus 302.

**Art. 3.** Het sociaal fonds heeft tot doel:

1° het innen van de bijdragen, bestaande uit 3 delen:

- a) de waarborg;
- b) de globale bijdrage;
- c) de bijdrage voor vorming en risicogroepen.

2° wanneer het uitzendbureau zijn geldelijke verplichtingen tegenover de uitzendkrachten niet nakomt, het betalen aan de werknemers van:

- a) de lonen die verschuldigd zijn krachtens de individuele of collectieve arbeidsovereenkomsten;
- b) de vergoedingen of voordelen die verschuldigd zijn krachtens de wet of collectieve arbeidsovereenkomsten;

3° het verlenen aan de werknemers van elk sociaal voordeel of het verlenen aan de werknemers en werkgevers van diensten die het voorwerp zijn van afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomsten;

4° het verlenen aan de uitzendkrachten van voordelen van gelijke aard als deze die voorzien zijn in artikelen 33, 35 en 41 van de wet van 26 juni 2002 betreffende sluiting van ondernemingen (Belgisch Staatsblad van 9 augustus 2002);

5° het bevorderen van een geest van veiligheid op de werkplaatsen bij de uitzendbureaus en de gebruikers alsook bij hun vast personeel en bij hun uitzendkrachten, om de gezondheid en de fysieke integriteit van de werknemers te vrijwaren en hun arbeidsvoorwaarden te verbeteren;

6° het betalen aan de uitzendkrachten van een eindejaarspremie onder de voorwaarden en modaliteiten bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de eindejaarspremie van de uitzendkrachten;

7° het bevorderen van initiatieven tot tewerkstelling van risicogroepen;

8° het bevorderen van initiatieven inzake vorming.

**Art. 4.** Het sociaal fonds wordt opgericht voor onbepaalde duur.

**HOOFDSTUK II. – Toepassingsgebied**

**Art. 5.** Deze statuten, alsmede de uitvoeringsmodaliteiten die worden vastgelegd, zijn van toepassing op:

1° de uitzendbureaus bedoeld in artikel 7, 1° van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers (Belgisch Staatsblad van 20 augustus 1987).

Wat betreft de uitzendbureaus die erkend zijn om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf, zijn artikelen 16, 17 en 28 niet van toepassing; artikel 18 is daarentegen wel van toepassing. Wat betreft de uitzendbureaus die niet erkend zijn om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf is artikel 18 niet van toepassing.

Wat betreft de uitzendbureaus die een beroep doen op artikel 15 § 6 zijn de bepalingen van artikel 3, 2° en 4° niet van toepassing.

Wat betreft de uitzendbureaus die een beroep doen op artikel 14 § 2 zijn de bepalingen van artikel 3, 7° en 8° niet van toepassing.

2° de uitzendkrachten bedoeld in artikel 7, 3° van genoemde wet van 24 juli 1978, die door de uitzendbureaus worden tewerkgesteld.

Wat betreft de uitzendkrachten die tewerkgesteld zijn via uitzendbureaus die erkend zijn om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf zijn artikelen 16, 17 en 28 niet van toepassing; daarentegen is artikel 18 wel van toepassing.

Wat betreft de uitzendkrachten die niet tewerkgesteld zijn via uitzendbureaus die erkend zijn om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf is artikel 18 niet van toepassing.

Wat betreft de uitzendkrachten vermeld in artikel 14 § 2 en die tewerkgesteld zijn via een uitzendbureau dat een beroep doet op artikel 15 § 6, zijn de bepalingen van artikel 3, 2° en 4° niet van toepassing.

Wat betreft de uitzendkrachten vermeld in artikel 14 § 2 zijn de bepalingen van artikel 3, 7° en 8° niet van toepassing.

### **HOOFDSTUK III. – Beheer**

**Art. 6.** Het sociaal fonds wordt beheerd door een raad van beheer, die paritair is samengesteld, enerzijds door afgevaardigden van de ondernemingen voor uitzendarbeid en de gebruikers, anderzijds door afgevaardigden van de werknemers.

Deze raad bestaat uit veertien leden, zijnde zeven afgevaardigden die worden voorgesteld door de organisaties van de uitzendbureaus en de gebruikers en zeven afgevaardigden die worden voorgesteld door de werknemersorganisaties.

Het Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren wijst de leden van de raad van beheer aan en ontslaat ze tevens; hij kan het aantal beheerders dat is vastgesteld in het tweede lid wijzigen.

De leden van de raad van beheer worden benoemd voor een termijn van vier jaar. Hun mandaat kan worden hernieuwd.

In geval van overlijden, ontslag of afzetting van een beheerder voorziet het paritair comité in zijn vervanging. Het nieuw aangewezen lid beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

**Art. 7.** Ieder jaar wijst de raad van beheer uit zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan. Deze functies worden afwisselend uitgeoefend door een afgevaardigde van de uitzendbureaus of de gebruikers en door een afgevaardigde van de werknemers.

De raad van beheer wijst eveneens de personen aan die worden belast met het secretariaat.

**Art. 8.** De raad van beheer vergadert op uitnodiging van de voorzitter. De voorzitter is gehouden de raad ten minste één maal per jaar bijeen te roepen, en telkens wanneer ten minste één derde van de leden van de raad het vragen.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden. In geval van afwezigheid van de voorzitter wordt de zitting van de raad van beheer voorgezeten door de ondervoorzitter en, bij afwezigheid van deze laatste, door de ouderdomsdeken.

De raad van beheer kan slechts geldig beslissen over de punten die op de agenda staan vermeld, en bij aanwezigheid van ten minste de helft van de leden die behoren tot de werknemersafvaardiging en ten minste de helft van de leden die behoren tot de afvaardiging van de ondernemingen voor uitzendarbeid en de gebruikers.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemgerechtigden in elke afvaardiging. De notulen worden opgemaakt door de secretaris die is aangewezen door de raad van beheer en ondertekend door de persoon die de vergadering heeft voorgezeten.

De uittreksels van de notulen worden ondertekend door de voorzitter of door twee beheerders, waarvan de ene is gemandateerd door de werknemersafvaardiging en de andere door de ondernemingen voor uitzendarbeid en de gebruikers.

**Art. 9.** De raad van beheer heeft tot opdracht het sociaal fonds te beheren, in de ruimste betekenis van het woord, daaronder begrepen het treffen van alle maatregelen die nodig blijken voor de goede werking ervan en voor de verwezenlijking van zijn doel.

De raad van beheer mag voor het bereiken van de doeleinden bepaald in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, beslissen dat onkosten gemaakt voor enquêtes, vorming, publiciteit en dergelijke door het sociaal fonds zullen gedragen worden.

De raad van beheer bepaalt in zijn jaarlijkse begroting de beheerskosten die ten laste vallen van de opbrengsten van het sociaal fonds.

Hij kan een huishoudelijk reglement opstellen.

De raad van beheer wordt bij elk optreden, inbegrepen optreden in rechte als eisende of als verwerende partij, en voor elk doel, geldig vertegenwoordigd door de voorzitter of door de beheerder die hij aanstelt om die vertegenwoordiging waar te nemen.

De leden van de raad van beheer zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun opdracht; zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan wegens hun deelname aan het beheer van het sociaal fonds, noch ten opzichte van de verbintenissen van het sociaal fonds.

**Art. 10.** Erkende uitzendbureaus die geen zetel hebben in België, krijgen op voorhand door het sociaal fonds een document toegestuurd dat zij dienen te gebruiken voor de kwartaalaangifte. Zij dienen de prestaties te vermelden van hun uitzendkrachten die tewerkgesteld zijn op het Belgisch grondgebied en waarvoor er geen bijdrageplicht aan de RSZ bestaat. (bijvoorbeeld mensen die naar ons land zijn gedetacheerd en die vallen onder artikel 3 van Richtlijn 96/71/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 1996 betreffende de terbeschikkingstelling van werknemers met het oog op het verrichten van diensten). Het is de verantwoordelijkheid van het erkend uitzendbureau om de nodige actie te ondernemen opdat de kwartaalaangifte tijdig wordt ingediend.

#### *Commentaar*

*De vraag naar deze kwartaalaangifte rechtvaardigt zich door de noodzaak aan toezicht en controle, door het sociaal fonds, op het legaal functioneren van de uitzendbureaus.*

*Deze kwartaalaangiftes zijn noodzakelijk opdat het sociaal fonds zou beschikken over de informatie die nodig is om zijn opdrachten uit te voeren. Voor de werknemers onderworpen aan RSZ doet het sociaal fonds deze controles op basis van de Dmfa-aangifte.*

**Art. 11.** De raad van beheer kan bepaalde opdrachten toevertrouwen aan één of meerdere leden of zelfs aan derden.

**Art. 12.** De raad van beheer kan het dagelijks beheer overdragen aan het bureau, dat paritair is samengesteld uit leden van deze raad, die enerzijds de ondernemingen voor uitzendarbeid en de gebruikers en anderzijds de werknemers vertegenwoordigen, ten belope van ten minste drie leden voor ieder van beide vertegenwoordigingen.

Het bureau kan slechts geldig beraadslagen indien alle leden aanwezig zijn of zijn vertegenwoordigd door een ander lid van dit bureau, dat daartoe een regelmatige volmacht heeft gekregen. De beslissingen van het bureau worden genomen bij eenparigheid van stemmen.

### **HOOFDSTUK IV. – Financiering**

**Art. 13.** Het sociaal fonds beschikt over de bijdragen die zijn verschuldigd door de in artikel 5, 1°, bedoelde uitzendbureaus, alsook over de intresten over de geïnvesteerde bedragen.

**Art. 14 § 1.** De bijdragen voorzien in artikel 16, 17 en 18 worden ingevorderd en geïnd door het sociaal fonds volgens de modaliteiten die door de raad van beheer worden bepaald, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

**§ 2.** Wat de uitzendkrachten betreft waarvoor er geen bijdrageplicht aan de RSZ bestaat (bijvoorbeeld mensen die naar ons land zijn gedetacheerd en die vallen onder artikel 3 van Richtlijn 96/71/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 1996 betreffende de terbeschikkingstelling van werknemers met het oog op het verrichten van diensten of ter uitvoering van een bilateraal akkoord tussen België en een derde land, studenten die onderworpen zijn aan een solidariteitsbijdrage), zullen de bijdragen bedoeld in artikel 16 en artikel 18 rechtstreeks door het sociaal fonds worden geïnd, volgens de modaliteiten die door de raad van beheer worden bepaald.

#### ***Sectie 1. Bijdragen***

##### **Art. 15. Waarborg**

**§ 1.** Elke vennootschap die in één van de gewesten een erkenning aanvraagt en bekomt, dient, per juridische entiteit, rechtstreeks aan het sociaal fonds eenmalig een som te storten van 75.000 EUR, en dit in twee keer:

- een som van 25.000 EUR moet worden gestort op dezelfde datum als die waarop de erkenningsaanvraag wordt ingediend;

- een som van 50.000 EUR moet worden gestort binnen dertig dagen volgend op de datum van de erkenning.

De niet als uitzendbureau erkende ondernemingen waarvan de activiteit in feite ressorteert onder hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987, moeten de som van 75.000 EUR ineens storten op het eerste verzoek van het sociaal fonds. In geval van weigering kan het sociaal fonds een rechtsvordering instellen.

§ 2. Van de som van 75.000 EUR is een forfaitair bedrag van 5.000 EUR definitief verworven door het sociaal fonds. Deze som betreft een eenmalige inning voor opstart-, beheers- en dossierkosten. De overige 70.000 EUR kan op verzoek van het uitzendbureau door het sociaal fonds worden terugbetaald, van zodra het uitzendbureau het bewijs voorlegt (vertaald in het Nederlands of in het Frans of in het Engels door een beëdigd vertaler) dat het voor een totaalbedrag van minstens 250.000 EUR aan socialezekerheidsbijdragen aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of de betrokken buitenlandse socialezekerheidsinstelling heeft betaald en met naleving van de hierna voorziene voorwaarden.

§ 3. Indien de onderneming geen erkenning als uitzendbureau heeft gekregen of indien de onderneming afziet van de verdere erkenningsprocedure, kan zij bij het sociaal fonds een aanvraag indienen met het oog op de terugstorting van de betaalde som.

De terugstorting zal alleen gebeuren voor zover de aanvraag gepaard gaat met:

- a) de overlegging van een document van de bevoegde gewestelijke overheid waaruit blijkt dat de onderneming niet als uitzendbureau is erkend,
- b) een verklaring op eer dat de onderneming afziet van de verdere erkenningsprocedure,
- c) bewijs dat het uitzendbureau geen schulden heeft bij de RSZ en/of de betrokken buitenlandse socialezekerheidsinstelling of -instellingen (vertaald in het Nederlands of in het Frans of in het Engels door een beëdigd vertaler).

§ 4. Een onderneming die erkend werd als uitzendbureau maar nooit uitzendkrachten heeft tewerkgesteld, kan de terugbetaling van 70.000 EUR bekomen voor zover ze de volgende documenten aan het sociaal fonds voorlegt:

- a) bewijs van de schrapping van de erkenning als uitzendbureau afgeleverd door bevoegde gewestelijke overheid of overheden;
- b) verklaring op eer van het uitzendbureau dat het nooit uitzendkrachten heeft tewerkgesteld,
- c) bewijs dat het uitzendbureau geen schulden heeft bij de RSZ en/of de betrokken buitenlandse socialezekerheidsinstelling of -instellingen (vertaald in het Nederlands of in het Frans of in het Engels door een beëdigd vertaler).

Rekening houdend met de verjaringstermijnen zoals voorzien in artikel 15 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, kan de terugbetaling door het sociaal fonds ten vroegste één jaar na de schrapping of schrappingen waarvan sprake onder a) plaatsvinden.

§ 5. Op verzoek van een uitzendbureau dat zijn uitzendactiviteit stopzet en dat de in de vorige twee paragrafen bepaalde voorwaarden niet vervult, betaalt het sociaal fonds de 70.000 euro terug voor zover het uitzendbureau de volgende documenten aan het sociaal fonds voorlegt:



- a) bewijs van de schrapping van de erkenning als uitzendbureau, afgeleverd door bevoegde gewestelijke overheid of overheden;
- b) bewijs dat het uitzendbureau geen schulden heeft bij de RSZ en/of de betrokken buitenlandse socialezekerheidsinstelling of -instellingen (vertaald in het Nederlands of in het Frans of in het Engels door een beëdigd vertaler).

De terugbetaling van het sociaal fonds wordt verminderd met de financiële tussenkomsten die door het sociaal fonds zijn gedaan of dienen gedaan te worden voor gewezen uitzendkrachten van het uitzendbureau. Rekening houdend met de verjaringstermijnen zoals voorzien in artikel 26 voorafgaandelijke titel Wetboek van Strafvordering, is deze terugbetalingsprocedure pas mogelijk indien een termijn van minstens vijf jaar verstreken is sinds de stopzetting.

§ 6. Uitzendkantoren die geen zetel hebben in België kunnen het gelijkwaardigheidsbeginsel inroepen van een gelijkaardig gereguleerd loonwaarborgsysteem dat bestaat in hun thuisland. Ze dienen die gelijkwaardigheid op een omstandige manier aan te tonen. Er dient met originele documenten, ~~zo nodig~~ vertaald in het Nederlands of in het Frans of in het Engels door een beëdigd vertaler, te worden aangetoond dat:

- de waarborg uitdrukkelijk tussenkomt in geval van het staken van de betaling van de lonen en bijdragen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten en, ingeval van dergelijke staking, de betaling van de lonen en de bijdragen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten volledig garandeert;
- deze tussenkomst reglementair gegarandeerd wordt;
- de waarborg minstens een bedrag equivalent aan 75.000 EUR bedraagt;
- het uitzendbureau geen schulden heeft bij de RSZ en/of de betrokken buitenlandse socialezekerheidsinstelling of -instellingen

Het uitzendbureau dat zich op deze gelijkheid beroept, bezorgt het sociaal fonds op eigen initiatief jaarlijks een nieuw attest waaruit deze gegevens blijken.

In geval van gelijkwaardigheid die wordt aanvaard voor een uitzendonderneming die geen zetel heeft in België is er, gezien de afwezigheid van een effectief gestorte waarborg aan het sociaal fonds, geen enkele tussenkomst van het sociaal fonds ten aanzien van de uitzendkrachten van deze uitzendonderneming mogelijk.

#### ***Commentaar bij artikel 15***

De bij artikel 15 bedoelde waarborg garandeert de betaling van de lonen van de uitzendkrachten in het geval van mogelijke betalingsmoeilijkheden vanwege het uitzendbureau ten opzichte van zijn uitzendkrachten of ten opzichte van het sociaal fonds. Deze waarborg is noodzakelijk gelet op de uitsluiting van de uitzendkrachten uit het toepassingsgebied van de Sluitingswet van 26 juni 2002.

#### **Art. 16. Globale bijdrage**

Een globale bijdrage wordt geïnd voor de financiering van de eindejaarspremie en de sociale voordelen toegekend in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomsten en bedraagt 9,21 pct. op de brutolonen van de in België ter beschikking gestelde uitzendkrachten.

Vanaf 1 april 2016 bedraagt deze bijdrage 9,12 pct. op de brutolonen van de in België ter beschikking gestelde uitzendkrachten.

Inningsprocedure:

Voor de uitzendkrachten-arbeiders worden de bijdragen berekend op het brutoloon aan 108 pct. De bijdragen worden gevorderd en geïnd door het sociaal fonds zoals bepaald bij artikel 14.

Uitzendbureaus die geen zetel hebben in België kunnen het gelijkwaardigheidsbeginsel inroepen volgens de bepalingen van artikel 23 § 2 van deze overeenkomst.

#### **Art. 17. Vorming en risicogroepen**

**§1.** Voor de verwezenlijking van artikel 3, 7° wordt de bijdrage die aan het sociaal fonds verschuldigd is door de werkgevers, bedoeld in artikel 5, 1°, met ingang van 1 januari 2016 tot 31 maart 2016 vastgesteld op 0,10 procent van de brutolonen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten. Met ingang van 1 april 2016 tot 30 juni 2016 wordt deze bijdrage vastgesteld op 0,30 procent. Van 1 juli 2016 tot en met 30 juni 2017 wordt deze bijdrage vastgesteld op 0,10 procent.

Door het sluiten van een collectieve arbeidsovereenkomst ter bevordering van de tewerkstelling van risicogroepen wensen de ondertekenende partijen zich aan te sluiten bij de engagementen genomen in titel XIII, hoofdstuk VIII, sectie 1 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen, in titel II, hoofdstuk III van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord en in de wet van 12 april 2011 tot wijziging van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord en tot uitvoering van het compromis van de Regering met betrekking tot het ontwerp van interprofessioneel akkoord.

**§2.** Voor de verwezenlijking van artikel 3, 8° wordt de bijdrage die aan het sociaal fonds verschuldigd is door de werkgevers bedoeld in artikel 5, 1°, met ingang van 1 januari 2016 tot 31 maart 2016 vastgesteld op 0,40 procent van de brutolonen van de in België ter beschikking gestelde uitzendkrachten. Met ingang van 1 april 2016 tot 30 juni 2016 wordt deze bijdrage vastgesteld op 1,20 procent. Vanaf 1 juli 2016 wordt deze bijdrage vastgesteld op 0,40 procent. Deze aldus geïnde bijdrage kan overgedragen worden aan een sectoraal fonds voor vorming, eigen aan de uitzendsector.

Inningsprocedure:

Voor de uitzendkrachten-arbeiders worden de bijdragen berekend op het brutoloon aan 108 pct. De bijdragen worden rechtstreeks gevorderd en geïnd door het sociaal fonds, zoals bepaald bij artikel 14. Deze bijdrage is niet verschuldigd voor de uitzendkrachten waarvoor er geen bijdrageplicht aan de RSZ bestaat. (bijvoorbeeld mensen die naar ons land zijn gedetacheerd en die vallen onder artikel 3 van Richtlijn 96/71/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 1996 betreffende de terbeschikkingstelling van werknemers met het oog op het verrichten van diensten of ter uitvoering van een bilateraal akkoord tussen België en een derde land, de studenten die onderworpen zijn aan een solidariteitsbijdrage).

**Art. 18.** De uitzendbureaus die erkend zijn om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf (PC 124), dienen een bijdrage van 0,35 pct. te betalen op de brutolonen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten tewerkgesteld onder het PC 124.

Deze bijdrage is, naast de waarborg bedoeld in artikel 15, bestemd voor de financiering van de eindejaarspremie, zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de eindejaarspremie van de uitzendkrachten en voor de financiering van de sociale voordelen zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst houdende sociale voordelen voor de uitzendkrachten.

Inningsprocedure:

De bijdrage wordt rechtstreeks gevorderd en geïnd door het sociaal fonds, zoals bepaald bij artikel 14. Uitzendbureaus die geen zetel hebben in België kunnen het gelijkwaardigheidsbeginsel inroepen volgens de bepalingen van artikel 23 § 2 van deze overeenkomst.

**Art. 19.** Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, kan het bedrag van de bijdragen slechts worden gewijzigd bij een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

### ***Sectie 2. Betaling en sancties***

**Art. 20.** Het bedrag van de bijdragen is elk jaar verschuldigd aan het sociaal fonds op de 4 volgende data: 31 maart, 30 juni, 30 september en 31 december.

**Art. 21. § 1.** De bijdragen verschuldigd voor het afgelopen trimester moeten betaald worden ten laatste de laatste dag van de maand die volgt op dit trimester.

**§ 2.** In afwijking van § 1 moeten de bijdragen die op loonachterstallen verschuldigd zijn, ten laatste betaald worden in de maand die volgt op de maand gedurende dewelke het recht van de werknemer op deze achterstallen door de werkgever werd erkend of op een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing.

**Art. 22.** De bijdragen die niet betaald werden binnen de door artikel 21 vastgestelde termijnen geven aanleiding tot een verhoging van de verschuldigde bijdragen met 10 pct. en met een verwijlinterest van 7 pct. per jaar vanaf de vervaldag van hoger vermelde termijnen tot de dag van betaling ervan.

### ***Sectie 3. Buitenlandse dienstverrichters***

**Art. 23. § 1.** Het uitzendbureau meldt de detachering van uitzendkrachten naar ons land die vallen onder artikel 3 van Richtlijn 96/71/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 1996 betreffende de terbeschikkingstelling van werknemers met het oog op het verrichten van diensten, uiterlijk voor de aanvang van de detachering. Het uitzendbureau stelt het sociaal fonds schriftelijk in kennis van het aantal en de identiteit van de gedetacheerde werknemers en van de duur van de detachering. Het uitzendbureau voegt bij die informatie een afschrift van het detacheringformulier A1 dat geldt voor werknemers die zich binnen de Unie verplaatsen.

**§ 2.** Buitenlandse dienstverrichters die geen zetel hebben in België en het gelijkwaardigheidsbeginsel inroepen ten aanzien van de bijdragen voorzien in artikel 16 en/of artikel 18 van deze overeenkomst, dienen aan te tonen dat de betrokken uitzendkrachten dezelfde of een in wezen vergelijkbare looncomponent

genieten op grond van verplichtingen waaraan het uitzendbureau in de lidstaat van vestiging onderworpen is. Hiertoe verstrekt het uitzendbureau hetzij volgens het hierdoor door het sociaal fonds ter beschikking gestelde formulier, hetzij door gelijkwaardige documenten voorzien door de wetgeving van de lidstaat van vestiging vertaald in het Nederlands of in het Frans of in het Engels door een beëdigd vertaler, de volgende gegevens per betrokken uitzendkracht aan het sociaal fonds: het uitbetaalde loon, het aantal gepresteerde uren, het bedrag en de aard van het voordeel waarvoor het uitzendbureau de gelijkwaardigheid inroept, het bedrag van het uitbetaalde vakantiegeld alsook telkens het bewijs van betaling. Deze gegevens dienen uiterlijk op het einde van de maand volgend op het kwartaal waarin de prestaties geleverd werden aan het sociaal fonds bezorgd te worden.

**§ 3.** Uitzendbureaus die zich niet houden aan de bepalingen van § 1 en/of §2 van dit artikel, zijn voor de betrokken werknemers de volledige bijdragen verschuldigd zoals voorzien in artikel 16 en artikel 18. Op deze bijdragen zijn artikel 21 en artikel 22 integraal van toepassing.

**§ 4.** In geval van gelijkwaardigheid die wordt ingeroepen door een uitzendonderneming die geen zetel heeft in België is er, gezien de afwezigheid van een effectief gestorte waarborg aan het sociaal fonds, geen enkele tussenkomst van het sociaal fonds ten aanzien van de uitzendkrachten van deze uitzendonderneming mogelijk.

#### **Commentaar bij artikel 23**

*Rekening houdend met de sociale bescherming van werknemers enerzijds en het vrij verrichten van diensten anderzijds, aanvaardt het Hof van Justitie dat buitenlandse dienstverleners die op basis van de wetgeving van het land van vestiging onderworpen zijn aan een verplichting die dezelfde of een gelijkwaardige bescherming biedt aan de betrokken uitzendkrachten, worden vrijgesteld van de betaling van bijdragen voor premies met eenzelfde of vergelijkbaar doel. (HvJ 23 november 1999, nr. C-369/96 Arblade). Het vakantiegeld is een intrinsiek deel van de beloning die de ter beschikking gestelde werknemer ontvangt. In ruil voor de door hem verrichte diensten moeten zowel vakantiegeld als eindejaarspremie worden toegekend (HvJ 12 februari 2015, nr. C-396/13, Sähköalojen ammattiliitto ry / Elektrobudowa Spółka Akcyjna).*

Naast de verplichting vermeld in §1 van artikel 23 en van de Limosa, moet de verplichting zoals voorzien in artikel 10 eveneens aan het sociaal fonds worden meegedeeld .

### **HOOFDSTUK V. - Begroting en rekeningen**

**Art. 24.** Het dienstjaar begint op 1 juli en eindigt op 30 juni. In afwijking hiervan loopt het eerste dienstjaar vanaf de inwerkingtreding van deze cao van 1 januari 2016 en eindigt het op 30 juni 2017.

**Art. 25.** Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de maand maart, een begroting voor het volgend dienstjaar ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren.

**Art. 26.** Op 30 juni worden de rekeningen van het verlopen dienstjaar afgesloten.

De raad van beheer, alsmede de krachtens artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, door het Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die

buurtwerken of -diensten leveren aangewezen revisor of accountant, brengen jaarlijks een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

De rekeningen van het afgelopen dienstjaar, alsook de in het voorgaand lid vermelde schriftelijke verslagen, moeten uiterlijk tijdens de maand maart ter goedkeuring worden voorgelegd aan het Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren.

#### **HOOFDSTUK VI. - Uitkeringen en vergoedingen, rechthebbenden**

**Art. 27.** De toekenningsmodaliteiten van de tegemoetkomingen, toegekend door het sociaal fonds, worden vastgesteld door de raad van beheer van het sociaal fonds.

De raad van beheer legt, in het bijzonder, de data en de betalingsmodaliteiten vast van de tegemoetkomingen, die door het sociaal fonds worden toegekend.

**Art. 28.** Voor de verwezenlijking van artikel 3, 7° kan de raad van beheer, onder meer, binnen de perken van de financiële middelen die voortvloeien uit de toepassing van artikel 17 § 2:

1° cursussen en/of beroepsopleidingen organiseren;

2° tussenkomen in opleidingsprogramma's en in de kosten van didactisch materiaal;

3° gedurende de opleidingsprogramma's de lonen en sociale lasten van de uitzendkrachten ten laste nemen;

4° tegemoetkomingen verlenen in de lonen en sociale lasten met het oog op de tewerkstelling van de uitzendkrachten die behoren tot de risicogroepen bedoeld in artikel 3, 8°.

De raad van beheer bepaalt:

1° de toekenningsmodaliteiten voor de tegemoetkomingen en de nodige bewijsstukken die bij de aanvragen voor tussenkomst gevoegd moeten worden;

2° de data waarbinnen de aanvragen ingediend moeten worden en de data waarbinnen de raad over de ingediende aanvragen een beslissing neemt;

3° de terugstorting van eventueel ten onrechte uitgekeerde tegemoetkomingen wanneer niet of niet langer aan de toekenningsmodaliteiten is voldaan.

#### **Commentaar bij artikel 28**

*De in het laatste lid van de artikel 28 bedoelde terugstorting van eventueel ten onrechte uitgekeerde tegemoetkomingen zou bijvoorbeeld moeten gebeuren wanneer een uitzendkracht de opleiding voortijdig beëindigt.*

#### **HOOFDSTUK VII. - Ontbinding, vereffening**

**Art. 29.** Indien het sociaal fonds ontbonden wordt, wijst het Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren, op voorstel van de raad van beheer van het sociaal fonds, de vereffenaars aan, bepaalt het hun machten, stelt het hun beloning vast en duidt het de bestemming van het vermogen aan.

## **HOOFDSTUK VIII. – Slotbepalingen**

**Art. 30** Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt, met ingang van 1 januari 2016, de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 december 2013, gesloten in het Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren, betreffende de oprichting van een "Fonds voor bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten" en vaststelling van de statuten ervan (119444/CO/322), en heft ze op.

**Art. 31. § 1.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2016.

**§ 2.** In afwijking hiervan treedt artikel 15 van deze overeenkomst in werking op 1 mei 2016 voor uitzendbureaus die een eerste storting verrichten na 30 april 2016. In afwijking van artikel 30 van deze overeenkomst blijft artikel 14, a) van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 december 2013 betreffende de oprichting van een "Fonds voor bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten" en vaststelling van de statuten ervan (119444/CO/322) van toepassing op uitzendbureaus die de som van 24 789,35 euro, zoals voorzien in artikel 14, a) van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 december 2013, uiterlijk op 31 maart 2016 hebben gestort aan het sociaal fonds.

**§ 3.** Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende organisatie herzien of beëindigd worden mits een opzeggingstermijn van drie maanden bij een ter post aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren.